

**Le groupe des Écologistes à la région Auvergne-Rhône-Alpes tient à réagir au rapport de la Chambre Régionale des Comptes révélé par Le Dauphiné Libéré, qui met en lumière des dérives financières dans la stratégie de communication de la région Auvergne-Rhône-Alpes sous la présidence de Laurent Wauquiez.**

Ce rapport, accablant à bien des égards, pointe des dépenses de communication centrées de manière excessive sur la personne du président du Conseil régional, au détriment de l'intérêt collectif. **“Le mandat de Laurent Wauquiez est une nouvelle fois entaché par une nouvelle affaire. Après les dépenses astronomiques engagées pour des “dîners des sommets”, de potentiels emplois fictifs à Paris, nous apprenons maintenant l'existence de déjeuners à Paris, atteignant des montants irraisonnables”** déclare Maxime Meyer, conseiller régional de l'Ain et co-président du groupe des Écologistes à la région.

La gestion des réseaux sociaux par une collaboratrice de cabinet exclusivement dédiée à la promotion du président, ainsi que des sondages et études d'opinion centrés sur sa personne, renforcent l'image d'une communication institutionnelle détournée à des fins personnelles, que nous dénonçons depuis des mois.

**Le remboursement annoncé par Laurent Wauquiez, bien qu'indispensable, ne saurait masquer les carences de gestion relevées par la Chambre.** “*Laurent Wauquiez promet un remboursement sans préciser ni quoi ni le montant en indiquant ne pas avoir été informé du coût des repas. Cela témoigne d'une déconnexion totale avec la réalité. Celui qui entendait incarner la région demande d'enlever les logements sociaux aux demandeurs d'emplois tout en s'offrant des repas à 1200 euros*” précise Cécile Michel, conseillère régionale du Rhône et co-présidente du groupe des Écologistes à la Région. **“Cela ne suffira pas à réparer les dommages causés à la confiance des citoyennes et des citoyens envers leurs institutions.”**

**Nous demandons une révision en profondeur des pratiques de communication de la Région depuis maintenant plusieurs mois. Il est impératif que ces pratiques soient recentrées sur le service public et l'intérêt général,** loin des intérêts personnels de son président. À ces fins, nous proposons la mise en place d'un comité de surveillance indépendant pour garantir une transparence totale dans l'utilisation des fonds publics. Les dépenses somptuaires et la promotion personnelle n'ont pas leur place dans une institution publique. **Nous continuerons à œuvrer pour une gouvernance exemplaire et transparente, au service de toutes les habitantes et tous les habitants de notre région.**